



2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
66 ELIZABETH II, 2017

Projet de loi 124

Loi modifiant la Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation

L'honorable C. Ballard
Ministre du Logement

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 24 avril 2017

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

3 1761 1154602997



NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*. Les principales modifications sont exposées ci-dessous.

Nouvelle exclusion prévue à l'article 5.1

L'article 5.1 est ajouté à la Loi pour prévoir une nouvelle exclusion. En application du paragraphe 5.1 (1), un logement est soustrait à l'application de la Loi s'il est fourni à une personne dans le cadre d'un programme qui satisfait aux exigences précisées et si l'occupant et le fournisseur du logement ont conclu un accord qui satisfait aux exigences précisées. Le programme doit consister à fournir des logements et des services connexes qui doivent notamment comprendre des services de réadaptation ou des services thérapeutiques, ou encore des services destinés au soutien à l'emploi ou destinés à soutenir le développement des aptitudes à la vie quotidienne.

Contrôle des loyers

Le projet de loi abroge le paragraphe 6 (2) de la Loi. À l'heure actuelle, le paragraphe 6 (2) soustrait certains logements locatifs à l'application de diverses règles relatives à la location (notamment les règles concernant le taux légal d'augmentation des loyers). Trois catégories de logements locatifs sont exclues : les logements qui n'ont été occupés à aucune fin avant le 17 juin 1998, ceux qui n'ont pas été loués depuis le 29 juillet 1975, et ceux qui se trouvent dans un immeuble, un parc de maisons mobiles ou une zone résidentielle à baux fonciers dont aucune partie n'a été occupée à des fins d'habitation avant le 1^{er} novembre 1991.

Un nouvel article, l'article 120.1, est édicté. Il énonce des règles transitoires relatives aux avis d'augmentation de loyer donnés par les locataires avant le jour de l'abrogation du paragraphe 6 (2) de la Loi à l'égard des logements locatifs qui, à compter de ce jour-là, ne sont plus soustraits à l'application des règles liées au contrôle des loyers.

Formulaire de convention de location prescrit

Le nouvel article 12.1 prévoit que chaque convention de location conclue à l'égard d'une location d'une catégorie prescrite à la date prescrite pour cette catégorie ou par la suite doit être rédigée selon le formulaire prescrit et être conforme aux exigences prescrites pour cette catégorie. Des pouvoirs réglementaires connexes sont conférés au ministre du Logement par le nouvel article 241.1.

Les paragraphes 12.1 (5) à (10) énoncent des règles qui s'appliquent lorsque la convention n'est pas rédigée selon le formulaire prescrit ou qu'elle n'est pas conforme aux exigences prescrites. Le locataire peut demander au locateur de lui remettre, pour signature, une convention de location proposée rédigée selon le formulaire prescrit et conforme aux exigences prescrites. Si le locateur ne se conforme pas à la demande dans les 21 jours, le locataire peut retenir les loyers qui deviennent exigibles après ce délai. Toutefois, le montant total qu'il peut retenir ne doit pas dépasser un mois de loyer et il ne peut plus retenir de loyers une fois que le locateur s'est conformé à la demande. Le locateur qui se conforme à la demande au plus tard 30 jours après la date du premier loyer retenu peut exiger que le locataire lui paie les loyers retenus.

L'article 47.0.1 est ajouté pour permettre au locataire de résilier une location à l'année ou à terme fixe avant la fin de l'année ou du terme en donnant un avis d'au moins 60 jours avant la date de résiliation, laquelle doit tomber le dernier jour d'une période de location. Le locataire peut donner l'avis s'il a fait une demande de convention de location proposée et que le locateur ne s'y est pas conformé dans les 21 jours, ou s'il ne conclut pas la convention de location proposée et qu'il donne l'avis au plus tard 30 jours après que le locateur lui a remis la convention.

Avis de résiliation donné par le locateur en vertu de l'article 48

À l'heure actuelle, le paragraphe 48 (1) autorise le locateur à donner un avis de résiliation s'il veut reprendre possession du logement locatif pour que lui-même, un membre de sa famille ou d'autres personnes précisées l'occupent à des fins d'habitation. Ce paragraphe est modifié pour prévoir que le locateur ne peut reprendre possession du logement locatif à des fins d'habitation à moins que ce ne soit pour une période d'au moins un an. Le nouvel article 48.1 oblige le locateur qui donne un avis de résiliation en vertu de l'article 48 à verser au locataire une indemnité égale à un mois de loyer ou à lui offrir un autre logement locatif que le locataire juge acceptable.

Indemnité exigée en application de l'article 48.1, 52, 54 ou 55

Le nouvel article 73.1 prévoit que lorsque la Commission de la location immobilière rejette une requête présentée en vertu de l'article 69 pour que soit rendue une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire et fondée sur un avis de résiliation donné en vertu de l'article 48 ou 50 (à des fins d'occupation pour habitation, de démolition, d'affectation à un usage autre que l'habitation ou d'exécution de travaux de rénovation ou de réparation), elle peut ordonner que le locataire rembourse au locateur l'indemnité reçue en application de l'article 48.1, 52, 54 ou 55 relativement à l'avis.

Dans sa version actuelle, le paragraphe 83 (4) n'autorise pas la Commission à rendre une ordonnance d'expulsion dans le cadre d'une instance portant sur la résiliation d'une location à des fins de démolition, d'affectation à un usage autre que l'habitation ou d'exécution de travaux de rénovation ou de réparation tant que le locateur n'a pas indemnisé le locataire comme l'exige l'article 52, 54 ou 55. Ce paragraphe est modifié de manière à s'appliquer également à l'indemnité exigée en application de l'article 48.1.

Le paragraphe 135 (1) autorise le locataire ou l'ancien locataire à demander par requête à la Commission de rendre une ordonnance prévoyant que le locateur lui paie les sommes qu'il a perçues ou conservées contrairement à la Loi. Le nouveau paragraphe 135 (1.1) prévoit que le locateur est réputé avoir conservé des sommes contrairement à la Loi s'il est tenu d'indemniser le locataire en application de l'article 48.1, 52, 54 ou 55 et qu'il ne l'indemnise pas.

L'alinéa 233 f) prévoit actuellement que la personne qui reprend sciemment possession d'un logement locatif sans se conformer aux exigences des articles 52, 54 et 55 est coupable d'une infraction. Cet alinéa est modifié de manière à s'appliquer également au fait de reprendre possession d'un logement sans se conformer à l'article 48.1.

Avis de résiliation donné en vertu de l'article 68 et de la disposition 11 du paragraphe 94.2 (1)

L'article 68 prévoit actuellement qu'un avis de résiliation initial donné par le locateur doit être devenu nul, parce que le locataire s'est conformé aux conditions qui y sont énoncées, pour que le locateur puisse donner au locataire un avis de résiliation subséquent pour une contravention subséquente. L'actuelle disposition 11 du paragraphe 94.2 (1) prévoit une règle semblable à l'égard de l'avis de résiliation initial et de l'avis subséquent donné à un membre par une coopérative de logement sans but lucratif pour résilier son occupation d'un logement réservé aux membres. L'article 68 est modifié et la disposition 11 du paragraphe 94.2 (1) est rééditée pour exiger seulement que sept jours se soient écoulés depuis la remise de l'avis initial.

Suspension de l'ordonnance d'expulsion en application du paragraphe 74 (13)

À l'heure actuelle, le paragraphe 74 (13) prévoit qu'une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire est suspendue lorsque la Commission reçoit une motion présentée par le locataire en vertu du paragraphe 74 (11). Le paragraphe 74 (13) est modifié pour prévoir que l'ordonnance est suspendue lorsque la Commission accepte le dépôt de la motion. Le paragraphe 74 (11) prévoit qu'un locataire peut présenter une motion en annulation de l'ordonnance d'expulsion si, après que l'ordonnance devient exécutoire mais avant son exécution, il paie la somme exigée et dépose l'affidavit exigé. Le paragraphe 74 (11.1) est ajouté pour obliger la Commission à refuser d'accepter le dépôt de la motion si le locataire ne s'est pas conformé à toutes les exigences du paragraphe 74 (11).

Requêtes fondées sur une ordonnance ou un règlement antérieur

Le paragraphe 78 (3) prévoit actuellement que dans une requête qui est présentée en vertu du paragraphe 78 (1) pour que soit rendue une ordonnance de résiliation de la location ou d'expulsion du locataire et qui est fondée sur une ordonnance ou un règlement antérieur, le locateur peut en outre demander à la Commission de rendre une ordonnance de paiement en vertu du paragraphe 78 (7) si, dans la requête antérieure, le locateur a demandé une ordonnance de paiement de l'arriéré de loyer et que l'ordonnance ou le règlement antérieur exige que le locataire paie le loyer ou tout ou partie de l'arriéré de loyer. Le paragraphe 78 (3) est modifié pour permettre également que soit rendue une ordonnance de paiement si, dans la requête antérieure, le locateur a demandé une ordonnance de paiement de l'indemnité pour la réparation ou le remplacement d'un bien endommagé et que l'ordonnance ou le règlement antérieur exige que le locataire paie cette indemnité.

Requête en augmentation du loyer d'un pourcentage supérieur au taux légal

La disposition 1 du paragraphe 126 (1) prévoit actuellement que le locateur peut demander par requête à la Commission de rendre une ordonnance permettant d'augmenter d'un pourcentage supérieur au taux légal le loyer demandé pour des logements locatifs d'un ensemble d'habitation en raison d'une augmentation extraordinaire des frais, pour l'ensemble d'habitation, à l'égard des redevances et impôts municipaux ou des services d'utilité publique, ou des deux. Cette disposition est rééditée pour ne plus permettre les requêtes fondées sur une augmentation extraordinaire des frais à l'égard des services d'utilité publique.

La disposition 2 du paragraphe 126 (1) prévoit que le locateur peut demander par requête à la Commission de rendre une ordonnance permettant d'augmenter d'un pourcentage supérieur au taux légal le loyer demandé pour des logements locatifs d'un ensemble d'habitation en raison de dépenses en immobilisations admissibles engagées à l'égard de l'ensemble d'habitation ou d'au moins un de ses logements locatifs. Le paragraphe 126 (7), qui énumère les exigences auxquelles doit satisfaire une dépense en immobilisations pour être admissible, est modifié pour l'assujettir aux exceptions prévues par les règlements. Des pouvoirs réglementaires connexes sont ajoutés à l'article 241.

À l'heure actuelle, si le paragraphe 126 (13) s'applique à un logement locatif, la Commission doit rejeter la requête à l'égard du logement ou prévoir, dans une ordonnance permettant d'augmenter le loyer demandé d'un pourcentage supérieur au taux légal, que le loyer demandé pour le logement ne doit pas être augmenté jusqu'à ce qu'elle soit convaincue, sur présentation d'une motion par le locateur, sur préavis donné au locataire, qu'il a été donné suite aux conclusions antérieures qu'elle a émises aux termes du paragraphe 126 (12) et qui ont entraîné l'application du paragraphe 126 (13).

Le paragraphe 126 (12.1) est ajouté pour prévoir que le paragraphe 126 (13) s'applique également à un logement locatif si la Commission conclut que le locateur n'a pas terminé, pendant le délai de conformité, les éléments figurant dans les ordres d'exécution de travaux ou les ordres donnés en vertu de l'article 21 de la *Loi de 2000 sur les normes techniques et la sécurité* ou les remplacements ou les travaux de réparation ou autres précisés ordonnés par la Commission, qui se rapportent à un ou à plusieurs ascenseurs de l'ensemble d'habitation.

Le paragraphe 126 (3.1) est ajouté pour exiger que le locateur joigne à la requête prévue à l'article 126 un résumé des éléments figurant dans les ordres d'exécution de travaux ou les ordres donnés en vertu de l'article 21 de la loi susmentionnée ou des remplacements ou des travaux de réparation ou autres ordonnés par la Commission, qui n'ont pas encore été terminés

et qui se rapportent à un ou à plusieurs ascenseurs de l'ensemble d'habitation, même si le délai de conformité n'est pas encore écoulé. Le nouveau paragraphe 126 (3.2) énonce les renseignements que doit comprendre le résumé.

Charges supplémentaires interdites

L'alinéa 134 (1) a) interdit actuellement aux locataires de percevoir ou d'exiger, ou de tenter de percevoir ou d'exiger, du locataire ou du locataire éventuel du logement locatif des frais, un droit, une commission, une compensation, une pénalité, un pas-de-porte ou une autre somme de ce genre à l'égard du logement. L'alinéa 134 (1) a) est modifié pour s'appliquer également à l'égard des anciens locataires.

Le paragraphe 134 (1.1) est ajouté pour interdire aux locataires de percevoir ou d'exiger, ou de tenter de percevoir ou d'exiger, de l'ancien locataire du logement locatif une somme qui se présente comme étant le loyer à l'égard de toute période postérieure à la fois à la date à laquelle la location a pris fin et à la date à laquelle le locataire a quitté le logement.

L'alinéa 234 l) est modifié pour que constitue une infraction le fait d'exiger ou de percevoir des sommes d'un ancien locataire contrairement à l'article 134.

Règlements de transition

Le nouvel article 241.2 confère au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des règlements de transition relativement aux modifications apportées à la Loi par le projet de loi.

Loi modifiant la Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Le paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation* est modifié par remplacement de «Sous réserve de l'article 194» par «Sous réserve du paragraphe 12.1 (11) et de l'article 194» au début du paragraphe.

2 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Autres exclusions

5.1 (1) La présente loi ne s'applique pas à l'égard d'un logement fourni à une personne dans le cadre d'un programme décrit au paragraphe (2) si la personne et le fournisseur du logement ont conclu un accord écrit conforme au paragraphe (3).

Exigences du programme

(2) Le programme visé au paragraphe (1) est un programme qui satisfait aux exigences suivantes :

1. Le programme consiste à fournir des logements et des services connexes et les conditions suivantes sont réunies :
 - i. il n'est pas prévu de fournir les logements pendant plus de quatre ans,
 - ii. les services connexes comprennent notamment un ou plusieurs des services suivants, peu importe la personne qui les fournit et l'endroit où ils sont fournis :
 - A. des services de réadaptation,
 - B. des services thérapeutiques,
 - C. des services destinés au soutien à l'emploi,
 - D. des services destinés à soutenir le développement des aptitudes à la vie quotidienne.
2. Le programme est destiné à aider l'occupant du logement à obtenir et à conserver un logement plus permanent par la suite.
3. La totalité ou une partie du programme est :
 - i. soit fournie par l'une ou l'autre des entités suivantes ou financée aux termes d'un accord conclu avec elle :
 - A. la Couronne du chef du Canada ou de l'Ontario,
 - B. un organisme de la Couronne du chef du Canada ou de l'Ontario,
 - C. une municipalité,
 - D. un gestionnaire de services au sens de la *Loi de 2011 sur les services de logement*,
 - ii. soit fournie par un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), ou financé par lui.

Accord conclu entre le fournisseur et l'occupant du logement

(3) L'accord conclu entre le fournisseur et l'occupant du logement satisfait aux exigences suivantes :

1. L'accord précise que l'intention du fournisseur du logement est que le logement est soustrait à l'application de la présente loi et précise également que l'occupant peut, en vertu de l'article 9 de la présente loi, demander par requête à la Commission de rendre une ordonnance sur la question de savoir si la présente loi s'applique à l'égard du logement.

2. L'accord énonce ce qui suit :

- i. les nom et prénoms ou la raison sociale ainsi que l'adresse du fournisseur du logement,
- ii. la période d'occupation maximale du logement par l'occupant,
- iii. les circonstances dans lesquelles et le processus selon lequel le fournisseur du logement peut mettre fin à l'occupation du logement par l'occupant,
- iv. les droits et responsabilités de l'occupant à l'égard de son occupation du logement,
- v. les règles qui s'appliquent à l'occupation du logement par l'occupant,
- vi. le montant de toute contrepartie que l'occupant est tenu de payer pour avoir le droit d'occuper le logement,
- vii. tous autres frais que l'occupant doit payer en lien avec le logement.

3. L'accord prévoit un processus de règlement des différends entre l'occupant et le fournisseur du logement qui, à la fois :

- i. prévoit une marche à suivre raisonnable pour l'enclenchement du processus par l'une ou l'autre des parties,
- ii. prévoit qu'un particulier qui n'est pas par ailleurs en cause dans le différend peut participer au processus pour aider les parties à le régler,
- iii. satisfait aux autres exigences prescrites.

4. L'accord énonce les renseignements suivants à l'égard du programme dans le cadre duquel le logement est fourni à l'occupant, à moins qu'ils ne soient énoncés dans un accord distinct en vertu du paragraphe (4) :

- i. les droits et responsabilités de l'occupant à l'égard de sa participation au programme, à l'exclusion des droits et responsabilités visés à la sous-disposition 2 iv,
- ii. les règles qui s'appliquent à la participation de l'occupant au programme, à l'exclusion des règles visées à la sous-disposition 2 v,
- iii. tous frais que l'occupant doit payer en lien avec le programme, à l'exclusion des frais visés aux sous-dispositions 2 vi et vii,
- iv. la politique du fournisseur du logement ou de l'administrateur du programme, selon le cas, à l'égard de l'obtention d'un autre logement pour un occupant dont la participation au programme ou l'occupation du logement prend fin,
- v. la politique du fournisseur du logement ou de l'administrateur du programme, selon le cas, à l'égard de la réadmission au programme.

5. L'accord satisfait aux autres exigences prescrites.

Exigences prévues aux sous-disp. 4 i à v du par. (3)

(4) Lorsque le fournisseur du logement et l'administrateur du programme dans le cadre duquel le logement est fourni à l'occupant ne sont pas la même personne ou entité, tout renseignement exigé par la sous-disposition 4 i, ii, iii, iv ou v du paragraphe (3) peut être énoncé dans l'accord conclu entre l'occupant et l'administrateur du programme à l'égard de la participation de l'occupant au programme, si l'accord, à la fois :

- a) énonce les nom et prénoms ou la raison sociale ainsi que l'adresse de l'administrateur du programme;
- b) satisfait aux autres exigences prescrites.

Aucune restriction

(5) Le présent article n'a pas pour effet de restreindre le recours à d'autres exclusions prévues par la présente loi.

Location existante

(6) Il est entendu que le présent article n'a pas pour effet de soustraire à l'application de la présente loi les logements qui font l'objet d'une location à laquelle elle s'applique, à moins que la location n'ait été préalablement résiliée conformément à celle-ci.

3 (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «les articles 51, 52» par «les articles 48.1, 51, 52» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) Le paragraphe 6 (2) de la Loi est abrogé.

4 Le paragraphe 7 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «les articles 51, 52» par «les articles 48.1, 51, 52» dans le passage qui précède la disposition 1.

5 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Convention de location : location d'une catégorie prescrite

12.1 (1) Chaque convention de location qui est conclue à l'égard d'une location d'une catégorie prescrite à la date prescrite pour cette catégorie ou par la suite est conforme aux exigences suivantes :

1. La convention de location est rédigée selon le formulaire prescrit pour cette catégorie de locations.
2. La convention de location est conforme aux exigences prescrites pour cette catégorie de locations.

Délai de signature

(2) Chaque convention de location visée au paragraphe (1) est signée par le locateur et le locataire au plus tard le jour où le locataire a le droit d'occuper le logement locatif aux termes de la convention de location.

Non-application

(3) Le présent article ne s'applique pas à l'égard de toute convention de location conclue à l'égard d'une location d'une catégorie prescrite visée au paragraphe (1), si elle est conclue avant la date prescrite applicable visée à ce paragraphe, et ce, même si elle est reconduite ou est réputée être reconduite en application de l'article 38 à cette date ou par la suite.

Application des par. (5) à (10)

(4) Les paragraphes (5) à (10) s'appliquent à l'égard d'une convention de location visée au paragraphe (1) qui n'est pas conforme à ce paragraphe.

Demande d'une convention de location proposée conforme au par. (1)

(5) Le locataire d'un logement locatif qui est partie à une convention de location décrite au paragraphe (4) peut, une seule fois pendant la location, demander par écrit au locateur de lui remettre, pour signature, une convention de location proposée par le locateur qui, à la fois :

- a) est conforme au paragraphe (1);
- b) est pour l'occupation du même logement locatif;
- c) est signée par le locateur.

Rétention des loyers

(6) Si au moins 21 jours se sont écoulés depuis celui où il a fait la demande au locateur et que ce dernier ne s'est pas conformé à celle-ci, le locataire peut, sous réserve des paragraphes (7) et (8), retenir les loyers qui deviennent exigibles après ce délai.

Idem

(7) Le montant total maximal des loyers qu'un locataire peut retenir en vertu du paragraphe (6) est égal à un mois de loyer.

Idem

(8) Le locataire ne peut plus retenir de loyers en vertu du paragraphe (6) à compter du jour où le locateur se conforme à la demande.

Obligation de payer les loyers retenus

(9) Le locateur peut exiger que le locataire lui paie tout loyer retenu en vertu du paragraphe (6) uniquement s'il se conforme à la demande du locataire au plus tard 30 jours après la date du premier loyer retenu en vertu de ce paragraphe.

Idem

(10) Le locateur peut, en vertu du paragraphe (9), exiger que le locataire lui paie tout loyer retenu même si ce dernier ne conclut pas la convention de location proposée que lui a remise le locateur.

Convention de location non entachée de nullité

(11) Il est entendu qu'une convention de location n'est pas nulle, annulable ou inexécutable pour le seul motif qu'elle n'est pas conforme au paragraphe (1) ou (2).

Aucune incidence sur l'application de l'art. 12

(12) Il est entendu que le présent article n'a aucune incidence sur l'application de l'article 12.

6 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

AVIS DU LOCATAIRE AVANT LA FIN DE LA PÉRIODE ANNUELLE OU DU TERME FIXE D'UNE LOCATION VISÉE AU PAR. 12.1 (1)

Avis de résiliation donné avant la fin de la période ou du terme : location visée au par. 12.1 (1)

47.0.1 (1) Malgré les paragraphes 44 (3) et (4) et l'article 47, le locataire peut résilier une location visée au paragraphe 12.1 (1) qui est une location à l'année ou à terme fixe en donnant un avis de résiliation au locateur conformément au présent article si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le locataire fait en vertu du paragraphe 12.1 (5) une demande de convention de location proposée à l'égard de la location;
- b) l'une des situations suivantes se présente :
 - (i) au moins 21 jours se sont écoulés depuis le jour où le locataire a fait la demande au locateur et ce dernier ne s'y est pas conformée,
 - (ii) le locateur s'est conformé à la demande et le locataire n'a pas conclu la convention de location proposée que lui a remise le locateur.

Restriction

(2) Le locataire peut donner un avis en vertu du paragraphe (1) au plus tard 30 jours après celui où le locateur lui a remis la convention de location proposée.

Préavis

(3) L'avis de résiliation d'une location à l'année ou à terme fixe prévu au paragraphe (1) est donné au moins 60 jours avant la date de résiliation qui y est précisée. Cette date est le dernier jour d'une période de location.

Forme de l'avis

(4) L'avis prévu au paragraphe (1) est conforme au paragraphe 43 (1).

Application du par. 44 (5)

(5) Le paragraphe 44 (5) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'avis donné en vertu du paragraphe (1).

7 (1) Le paragraphe 48 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «pour une période d'au moins un an» après «d'habitation» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) L'article 48 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application

(5) Le présent article n'autorise un locateur à donner un avis de résiliation de la location à l'égard d'un logement locatif que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le logement locatif appartient en tout ou en partie à un particulier;
- b) le locateur est un particulier.

8 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Indemnité : avis donné en vertu de l'art. 48

48.1 Le locateur verse au locataire à qui il donne un avis de résiliation de la location en vertu de l'article 48 une indemnité égale à un mois de loyer ou lui offre un autre logement locatif que le locataire juge acceptable.

9 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Indemnité exigée en application de l'art. 48.1, 52, 54 ou 55

55.1 Si le locateur est tenu d'indemniser le locataire en application de l'article 48.1, 52, 54 ou 55, il le fait au plus tard à la date de résiliation précisée dans l'avis de résiliation de la location qu'il a donné en vertu de l'article 48 ou 50.

10 L'article 57 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Présomption : avis donné en vertu de l'art. 48

(5) Aux fins d'une requête présentée en vertu de l'alinéa (1) a), il est présumé, à moins que le contraire ne soit prouvé selon la prépondérance des probabilités, que le locateur a donné de mauvaise foi un avis de résiliation en vertu de l'article 48 si, à n'importe quel moment au cours de la période décrite au paragraphe (6), le locateur :

- a) soit annonce le logement locatif à louer à un loyer supérieur au dernier loyer demandé à l'ancien locataire;
- b) soit conclut une convention de location à l'égard du logement locatif qui prévoit un loyer supérieur au dernier loyer demandé à l'ancien locataire.

Idem

(6) La période visée au paragraphe (5) :

- a) commence le jour où le locateur donne l'avis de résiliation en vertu de l'article 48;
- b) prend fin un an après que l'ancien locataire quitte le logement locatif.

Application des par. (5) et (6)

(7) Les paragraphes (5) et (6) s'appliquent à l'égard d'une requête présentée en vertu de l'alinéa (1) a) si elle est présentée le jour de l'entrée en vigueur de l'article 10 de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière* ou après ce jour et qu'elle est fondée sur un avis de résiliation donné en vertu de l'article 48 ce jour-là ou par la suite.

11 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Requête de l'ancien locataire : défaut de donner un droit de première option au locataire

57.1 (1) La Commission peut rendre toute ordonnance mentionnée au paragraphe 57 (3) si elle détermine, à la suite d'une requête présentée par l'ancien locataire du logement locatif, que le locateur était tenu de donner un droit de première option à l'ancien locataire en application de l'article 53 et qu'il ne l'a pas fait.

Prescription

(2) Sont irrecevables les requêtes présentées en vertu du paragraphe (1) plus d'un an après que l'ancien locataire a quitté le logement locatif.

Disposition transitoire

(3) Une requête peut être présentée en vertu du paragraphe (1), que le prétendu défaut de donner un droit de première option sur lequel elle est fondée ait eu lieu avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 11 de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière* ce jour-là ou par la suite.

12 (1) L'alinéa 68 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) un avis de résiliation a été donné au locataire en vertu de l'article 62, 64 ou 67;

(2) L'alinéa 68 (1) b) de la Loi est modifié par remplacement de «dans les six mois de la date à laquelle l'avis visé à l'alinéa a) a été donné au locataire» par «plus de sept jours mais moins de six mois après que l'avis mentionné à l'alinéa a) a été donné au locataire» au début de l'alinéa.

13 Le paragraphe 72 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cas où le locateur ou l'acheteur veut la possession des lieux pour son usage personnel

(1) La Commission ne doit rendre une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire à la suite d'une requête présentée en vertu de l'article 69 et fondée, selon le cas :

- a) sur un avis de résiliation donné en vertu de l'article 48 le jour de l'entrée en vigueur de l'article 13 de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière* ou après ce jour, que si le locateur a déposé auprès de la Commission un affidavit, souscrit par la personne qui veut prendre ou reprendre possession du logement locatif pour elle-même, attestant qu'elle veut, de bonne foi, en prendre ou en reprendre possession pour son usage personnel pour une période d'au moins un an;
- b) sur un avis de résiliation donné en vertu de l'article 49, que si le locateur a déposé auprès de la Commission un affidavit, souscrit par la personne qui veut prendre ou reprendre possession du logement locatif pour elle-même, attestant qu'elle veut, de bonne foi, en prendre ou en reprendre possession pour son usage personnel.

Idem

(1.1) La Commission ne doit rendre une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire à la suite d'une requête présentée en vertu de l'article 69 et fondée sur un avis de résiliation donné en vertu de l'article 48 avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 13 de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*, que si le locateur a déposé auprès de la Commission un affidavit, souscrit par la personne qui veut prendre ou reprendre

possession du logement locatif pour elle-même, attestant qu'elle veut, de bonne foi, en prendre ou en reprendre possession pour son usage personnel.

14 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Indemnité exigée en application de l'art. 48.1, 52, 54 ou 55

73.1 (1) Si le locateur a indemnisé le locataire en application de l'article 48.1, 52, 54 ou 55, selon le cas, relativement à un avis de résiliation donné en vertu de l'article 48 ou 50 et que la Commission rejette une requête présentée en vertu de l'article 69 pour que soit rendue une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire et fondée sur l'avis de résiliation, la Commission peut ordonner que le locataire rembourse l'indemnité au locateur.

Disposition transitoire

(2) La Commission peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) à la suite d'une requête mentionnée à ce paragraphe même si la requête a été présentée avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 14 de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*.

15 (1) L'article 74 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Refus d'accepter la motion

(11.1) La Commission refuse d'accepter le dépôt d'une motion présentée en vertu du paragraphe (11) si le locataire ne s'est pas conformé à toutes les exigences de ce paragraphe.

(2) Le paragraphe 74 (13) de la Loi est modifié par remplacement de «lorsque la Commission reçoit une motion» par «lorsque la Commission accepte le dépôt d'une motion».

(3) L'article 74 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application du par. (13)

(13.1) Il est entendu que le paragraphe (13) ne s'applique que si l'affidavit déposé par le locataire à l'appui de la motion présentée en vertu paragraphe (11) est conforme à toutes les exigences de ce paragraphe.

(4) L'article 74 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire : motions présentées en vertu du par. (11)

(19) Le présent article, dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière* reçoit la sanction royale, continue de s'appliquer à l'égard des motions présentées en vertu du paragraphe (11) que reçoit la Commission avant ce jour.

16 (1) Le paragraphe 78 (3) de la Loi est modifié :

- a) par insertion de «ou de l'indemnité pour la réparation ou le remplacement d'un bien endommagé» après «de l'arriéré de loyer» à la disposition 1;
- b) par adjonction de «ou l'indemnité pour la réparation ou le remplacement d'un bien endommagé» à la fin de la disposition 2.

(2) La disposition 1 du paragraphe 78 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Si le règlement ou l'ordonnance exige que le locataire paie tout ou partie de l'arriéré de loyer, le montant de tout arriéré de loyer additionnel lié à la période qui suit la date du règlement ou de l'ordonnance.

(3) La sous-disposition 4 i du paragraphe 78 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- i. le montant de l'indemnité pour dommages payable au locateur selon les conditions du règlement,

(4) Le paragraphe 78 (4) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

6. Le montant, la date et la raison de chaque paiement effectué selon les conditions du règlement ou aux termes de l'ordonnance.

(5) La disposition 2 du paragraphe 78 (7) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Si le règlement ou l'ordonnance visé à la disposition 2 du paragraphe (3) exige que le locataire paie tout ou partie de l'arriéré de loyer, l'arriéré de loyer lié à la période qui suit la date du règlement ou de l'ordonnance.

(6) La disposition 5 du paragraphe 78 (7) de la Loi est modifiée par adjonction de la sous-disposition suivante :

- i.1 le montant impayé de l'indemnité pour dommages payable selon les conditions du règlement,

(7) L'article 78 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Annulation de l'ordonnance antérieure

(7.1) Si elle rend une ordonnance en vertu du paragraphe (6), la Commission peut, à la fois :

- a) annuler une ordonnance antérieure visée à la disposition 2 du paragraphe (3);
- b) ordonner le paiement de tout montant impayé qui est payable aux termes de l'ordonnance annulée.

(8) Le paragraphe 78 (9) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe (7)» par «du paragraphe (7) ou (7.1)».

(9) Le paragraphe 78 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

La motion suspend les ordonnances

(10) Lorsque la Commission reçoit une motion présentée en vertu du paragraphe (9), l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (6), ainsi que toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe (7) ou (7.1), sont suspendues et ne doivent être exécutées ni aux termes de la présente loi, ni comme ordonnances de la Cour supérieure de justice pendant la suspension.

(10) Le paragraphe 78 (11) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe (7)» par «du paragraphe (7) ou (7.1)» partout où figure cette expression.

(11) L'article 78 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(13) Le présent article, dans sa version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 16 (11) de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*, continue de s'appliquer si la requête antérieure visée à la disposition 1 du paragraphe (1) est présentée avant ce jour, que la date du règlement ou de l'ordonnance qui résulte de la requête soit antérieure ou postérieure à ce jour ou coïncide avec celui-ci.

17 Le paragraphe 83 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pas d'expulsion avant l'indemnisation : habitation, démolition ou affectation à un autre usage

(4) La Commission ne doit pas rendre d'ordonnance d'expulsion dans le cadre d'une instance portant sur la résiliation de la location à des fins d'occupation pour habitation, de démolition, d'affectation à un usage autre que l'habitation ou d'exécution de travaux de rénovation ou de réparation tant que le locateur ne s'est pas conformé à l'article 48.1, 52, 54 ou 55, selon le cas.

18 La disposition 11 du paragraphe 94.2 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

11. Un avis de résiliation a été donné au membre dans une circonstance visée à la disposition 6, 8 ou 10 et plus de sept jours mais moins de six mois après la remise de l'avis, il survient une activité, un comportement ou une situation qui constitue la même circonstance que celle qui a donné lieu à la remise de l'avis précédent.

19 (1) Le sous-alinéa 94.11 (3) e) (ii) de la Loi est modifié par remplacement de «à la disposition 2 et à la sous-disposition 5 i du paragraphe 78 (7)» par «à la sous-disposition 5 i du paragraphe 78 (7)» à la fin du sous-alinéa.

(2) L'alinéa 94.11 (3) f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) le paragraphe 78 (4) s'interprète comme incluant la disposition suivante :

3.1 Si le règlement ou l'ordonnance exige que le membre paie tout ou partie de l'arriéré des frais de logement mensuels ordinaires, le montant des autres frais de logement additionnels éventuels, sauf tout montant remboursable, lié à la période qui suit la date du règlement ou de l'ordonnance.

(3) Le paragraphe 94.11 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- h.1) la disposition 2 du paragraphe 78 (7) s'interprète comme suit :

2. Si le règlement ou l'ordonnance exige que le membre paie tout ou partie de l'arriéré des frais de logement mensuels ordinaires, l'arriéré des frais de logement mensuels ordinaires et des autres frais de logement, sauf tout montant remboursable, lié à la période qui suit la date du règlement ou de l'ordonnance.

(4) L'article 94.11 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(4) Le présent article, dans sa version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 19 (4) de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*, continue de s'appliquer si la requête antérieure visée à la disposition 1 du paragraphe (1) est présentée avant ce jour, que la date du règlement ou de l'ordonnance qui résulte de la requête soit antérieure ou postérieure à ce jour ou coïncide avec celui-ci.

20 Le paragraphe 94.16 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «74 (2) à (18)» par «74 (2) à (19)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

21 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Application du taux légal aux logements antérieurement exclus

120.1 (1) Le présent article s'applique à tout logement locatif qui, à la fois :

- a) immédiatement avant la date d'abrogation de l'exclusion, était, aux termes du paragraphe 6 (2), soustrait à l'application de l'article 120, dans sa version antérieure à cette date;
- b) à la date d'abrogation de l'exclusion et après cette date, n'est pas soustrait à l'application de l'article 120 en application d'une disposition de la présente loi ou des règlements.

Définitions

(2) Les définitions suivantes s'appliquent au présent article.

«date d'abrogation de l'exclusion» La date d'entrée en vigueur du paragraphe 3 (2) de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière* (qui abroge le paragraphe 6 (2) de la présente loi). («exemption repeal date»)

«logement locatif antérieurement exclu» Logement locatif visé au paragraphe (1). («previously exempt rental unit»)

Règles transitoires

(3) L'un ou l'autre des ensembles de règles suivants s'applique si le locateur d'un logement locatif antérieurement exclu a donné au locataire un avis d'augmentation de loyer avant la date d'abrogation de l'exclusion et que l'avis prévoit une augmentation du loyer d'un pourcentage supérieur au taux légal :

1. Si l'avis d'augmentation de loyer est donné avant le 20 avril 2017, les règles suivantes s'appliquent :
 - i. Malgré l'abrogation du paragraphe 6 (2), dans sa version antérieure à la date d'abrogation de l'exclusion, par le paragraphe 3 (2) de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*, le logement locatif antérieurement exclu continue d'être soustrait à l'application de l'article 120 de la présente loi pour l'application de cette augmentation de loyer.
 - ii. Le nouveau loyer est celui qui est indiqué dans l'avis.
2. Si l'avis d'augmentation de loyer est donné le 20 avril 2017 ou après cette date et que le nouveau loyer prend effet avant la date d'abrogation de l'exclusion, les règles suivantes s'appliquent, malgré la prise d'effet de l'augmentation de loyer :
 - i. Le nouveau loyer demandé au locataire pour le logement locatif après la date d'abrogation de l'exclusion est ramené au total de ce qui suit :
 - A. le loyer qui était demandé au locataire avant la prise d'effet de l'augmentation de loyer,
 - B. une augmentation de loyer égale au taux légal.
 - ii. Le nouveau loyer payé avant la date d'abrogation de l'exclusion qui est en sus du loyer qui aurait été payé si l'augmentation de loyer avait correspondu au taux légal pour l'année civile, majoré des sommes connexes perçues en vertu du paragraphe 106 (3), constitue une dette du locateur au locataire et est remboursé à ce dernier dans les 60 jours qui suivent la date d'abrogation de l'exclusion.
- iii. Si le locateur ne rembourse pas la somme due en application de la sous-disposition ii dans les 60 jours qui suivent la date d'abrogation de l'exclusion, le locataire peut en déduire le montant d'un paiement subséquent du loyer.
3. Si l'avis d'augmentation de loyer est donné le 20 avril 2017 ou après cette date et que l'augmentation de loyer prend effet à la date d'abrogation de l'exclusion ou après cette date, les règles suivantes s'appliquent :
 - i. L'augmentation de loyer prend effet à la date indiquée dans l'avis, sous réserve de la sous-disposition ii.
 - ii. Le nouveau loyer ne correspond pas à celui indiqué dans l'avis, mais correspond plutôt au total de ce qui suit :

- A. le loyer qui était demandé au locataire avant la prise d'effet de l'augmentation de loyer,
- B. une augmentation de loyer égale au taux légal.

Idem

(4) Il est entendu que le paragraphe (3) n'a pas pour effet de valider un avis d'augmentation de loyer qui n'était pas conforme à l'article 116 au moment où il a été donné.

22 (1) La disposition 1 du paragraphe 126 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 1. Une augmentation extraordinaire des frais, pour l'ensemble d'habitation ou tout immeuble dans lequel les logements locatifs sont situés, à l'égard des redevances et impôts municipaux.

(2) L'article 126 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Résumé des travaux non encore terminés se rapportant aux ascenseurs

(3.1) Le locateur joint à la requête prévue au présent article un résumé de ce qui suit, s'il y a lieu :

- 1. Tout élément figurant dans un ordre d'exécution de travaux qui se rapporte à un ou à plusieurs ascenseurs de l'ensemble d'habitation et qui n'a pas encore été terminé, que le délai de conformité soit écoulé ou non.
- 2. Tout élément figurant dans un ordre donné en vertu de l'article 21 de la *Loi de 2000 sur les normes techniques et la sécurité* qui se rapporte à un ou à plusieurs ascenseurs de l'ensemble d'habitation et qui n'a pas encore été terminé, que le délai de conformité soit écoulé ou non et que l'ordre vise le locateur ou une autre personne ou entité.
- 3. Les remplacements ou les travaux de réparation ou autres précisés que la Commission a ordonnés en vertu de la disposition 4 du paragraphe 30 (1) qui se rapportent à un ou à plusieurs ascenseurs de l'ensemble d'habitation et qui n'ont pas encore été terminés, que le délai de conformité soit écoulé ou non.

Idem

(3.2) Le résumé mentionné au paragraphe (3.1) comprend les renseignements suivants :

- 1. Une description des travaux dont l'exécution a été ordonnée.
- 2. La personne ou l'entité à qui il a été ordonné d'exécuter les travaux et le délai de conformité précisé dans l'ordre ou l'ordonnance.
- 3. La personne ou l'entité qui a ordonné les travaux et la date à laquelle elle les a ordonnés.
- 4. Les renseignements supplémentaires prescrits.

(3) Le paragraphe 126 (7) de la Loi est modifié par remplacement de «Sous réserve des paragraphes (8) et (9)» par «Sous réserve des paragraphes (8) et (9) et sauf dans les circonstances prescrites» au début du paragraphe.

(4) Le sous-alinéa 126 (12) a) (ii) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (ii) soit n'a pas terminé les remplacements ou les travaux de réparation ou autres précisés que la Commission a ordonnés en vertu de la disposition 4 du paragraphe 30 (1) dont le délai de conformité est écoulé et dont la Commission conclut qu'ils se rapportent à un manquement grave aux obligations que lui impose le paragraphe 20 (1) ou l'article 161,

(5) L'article 126 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application du par. (13) : travaux non terminés se rapportant aux ascenseurs

(12.1) Le paragraphe (13) s'applique à un logement locatif d'un ensemble d'habitation si la Commission conclut :

- a) soit que le locateur n'a pas terminé les éléments figurant dans les ordres d'exécution de travaux dont le délai de conformité est écoulé et qui se rapportent à un ou à plusieurs ascenseurs de l'ensemble d'habitation;
- b) soit que le locateur ou une autre personne ou entité, selon le cas, n'a pas terminé les éléments figurant dans les ordres donnés en vertu de l'article 21 de la *Loi de 2000 sur les normes techniques et la sécurité* dont le délai de conformité est écoulé et qui se rapportent à un ou à plusieurs ascenseurs de l'ensemble d'habitation;
- c) soit que le locateur n'a pas terminé les remplacements ou les travaux de réparation ou autres précisés que la Commission a ordonnés en vertu de la disposition 4 du paragraphe 30 (1) dont le délai de conformité est écoulé et qui se rapportent à un ou à plusieurs ascenseurs de l'ensemble d'habitation.

(6) L'alinéa 126 (13) b) de la Loi est modifié par adjonction des sous-alinéas suivants :

- (iv) tous les éléments visés à l'alinéa (12.1) a) ont été terminés, si une conclusion a été émise en application de cet alinéa,
- (v) tous les éléments visés à l'alinéa (12.1) b) ont été terminés, si une conclusion a été émise en application de cet alinéa,
- (vi) tous les remplacements et travaux de réparation et autres visés à l'alinéa (12.1) c) ont été terminés, si une conclusion a été émise en application de cet alinéa.

(7) L'article 126 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Non-application

(15) Les paragraphes (3.1), (3.2) et (12.1) et les sous-alinéas 126 (13) b) (iv), (v) et (vi) ne s'appliquent pas à l'égard des requêtes prévues au présent article qui sont présentées avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 22 (7) de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*.

(8) L'article 126 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire : services d'utilité publique

(16) Le présent article et les règlements connexes, dans leur version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 22 (1) de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*, continuent de s'appliquer à l'égard des requêtes qui sont présentées avant ce jour pour une augmentation de loyer supérieure au taux légal attribuable en tout ou en partie à une augmentation extraordinaire des frais à l'égard des services d'utilité publique et qui n'ont pas fait l'objet d'une décision définitive avant ce jour.

(9) L'article 126 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Définition

(17) La définition qui suit s'applique au présent article.

«ascenseur» Ascenseur à l'usage des locataires.

23 (1) Le paragraphe 128 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Services d'utilité publique

(1) Le présent article s'applique à l'égard d'une ordonnance rendue aux termes du paragraphe 126 (10), à la suite d'une requête présentée en vertu du paragraphe 126 (1) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 22 (1) de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*, qui permet une augmentation de loyer attribuable en tout ou en partie à une augmentation extraordinaire des frais à l'égard des services d'utilité publique.

(2) L'article 128 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire : par. (1)

(5) Le paragraphe (1), dans sa version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 23 (1) de la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*, continue de s'appliquer à l'égard des requêtes qui sont présentées avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 22 (1) de cette loi pour une augmentation de loyer supérieure au taux légal attribuable en tout ou en partie à une augmentation extraordinaire des frais à l'égard des services d'utilité publique et qui n'ont pas fait l'objet d'une décision définitive avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 23 (1) de cette loi.

24 (1) L'alinéa 134 (1) a) de la Loi est modifié par remplacement de «du locataire ou du locataire éventuel» par «du locataire, du locataire éventuel ou de l'ancien locataire».

(2) L'article 134 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(1.1) Le locateur ne doit pas, directement ou indirectement, à l'égard du logement locatif, percevoir ou exiger ou tenter de percevoir ou d'exiger de l'ancien locataire du logement locatif une somme qui se présente comme étant le loyer à l'égard, selon le cas :

- a) de toute période postérieure à la fois à la date à laquelle la location a pris fin et à la date à laquelle le locataire a quitté le logement;
- b) de toute période postérieure à la fois à la date à laquelle l'intérêt du locataire dans la location a pris fin et à la date à laquelle il a quitté le logement.

(3) Le paragraphe 134 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «mentionnées à l'alinéa (1) a), b) ou c)» par «interdites en application de l'alinéa (1) a), b) ou c) ou du paragraphe (1.1)».

25 L'article 135 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Défaut d'indemniser en application de l'art. 48.1, 52, 54 ou 55

(1.1) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le locateur est réputé avoir conservé des sommes contrairement à la présente loi s'il est tenu d'indemniser le locataire en application de l'article 48.1, 52, 54 ou 55 et qu'il ne l'indemnise pas comme il est tenu de le faire.

26 L'article 149 de la Loi est modifié par suppression de «, sous réserve du paragraphe 6 (2),».

27 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Documents autres que des affidavits

192.1 Lorsqu'une disposition de la présente loi exige un affidavit fait par une personne à l'égard d'une déclaration précisée ou de renseignements précisés, les règles peuvent à la fois :

- a) autoriser l'utilisation d'un autre document qui n'a pas à être fait sous serment par cette personne à l'égard de cette déclaration ou de ces renseignements;
- b) exiger que le document ne puisse être utilisé que s'il est présenté à la Commission conformément aux règles.

28 L'alinéa 233 f) de la Loi est modifié par remplacement de «des articles 52, 54 et 55» par «des articles 48.1, 52, 54 et 55» à la fin de l'alinéa.

29 L'alinéa 234 l) de la Loi est modifié par insertion de «d'un ancien locataire,» après «d'un locataire éventuel,».

30 (1) Le paragraphe 241 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 6.1 prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire un processus de règlement des différends pour l'application de la sous-disposition 3 iii du paragraphe 5.1 (3);
- 6.2 prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire un accord pour l'application de la disposition 5 du paragraphe 5.1 (3) ou de l'alinéa 5.1 (4) b).

(2) Le paragraphe 241 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 23.1 prescrire les renseignements à inclure dans un résumé pour l'application de la disposition 4 du paragraphe 126 (3.2);

(3) Le paragraphe 241 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 24.1 prescrire les circonstances dans lesquelles une dépense en immobilisations n'est pas admissible en application du paragraphe 126 (7);

(4) La disposition 41 du paragraphe 241 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 41. soustraire des paiements précisés à l'application du paragraphe 134 (1) ou (3);

(5) L'article 241 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Règlement pris en vertu de la disp. 24.1 du par. (1)

(3) Un règlement pris en vertu de la disposition 24.1 du paragraphe (1) peut s'appliquer à l'égard d'une dépense en immobilisations qui a été engagée avant le jour de l'entrée en vigueur du règlement.

31 La partie XVII de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Règlements pris par le ministre

241.1 Le ministre peut, par règlement :

- 1. prescrire des catégories de locations pour l'application du paragraphe 12.1 (1);
- 2. prescrire, à l'égard de chaque catégorie de locations prescrite :
 - i. une date pour l'application du paragraphe 12.1 (1),
 - ii. le formulaire de la convention de location pour l'application de la disposition 1 du paragraphe 12.1 (1);
- 3. prescrire, à l'égard de chaque catégorie de locations prescrite, les exigences applicables à une convention de location pour cette catégorie pour l'application de la disposition 2 du paragraphe 12.1 (1), et notamment :
 - i. prévoir qu'une convention de location pour cette catégorie peut contenir des conditions additionnelles, mais uniquement si elles ne sont pas incompatibles avec les conditions obligatoires énoncées dans le formulaire de la convention de location qui est prescrit pour cette catégorie,

- ii. prévoir que toute condition additionnelle contenue dans une convention de location pour cette catégorie qui est incompatible avec les conditions obligatoires énoncées dans le formulaire de la convention de location qui est prescrit pour cette catégorie est nulle.

32 La partie XVII de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Règlements de transition : *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*

241.2 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les questions transitoires qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour traiter des questions découlant des modifications à la présente loi apportées par la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*.

Idem

(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent,

- a) prévoir que, malgré l'entrée en vigueur d'une disposition de la présente loi, telle qu'elle est édictée par la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*, la disposition ne prend effet dans tout ou partie de la province qu'à la date que précisent les règlements;
- b) prévoir qu'une disposition de la présente loi, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de sa modification, son abrogation ou sa réédition par la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*, continue de s'appliquer, pendant une période précisée et avec les adaptations nécessaires, aux choses précisées ou dans les circonstances précisées;
- c) régir l'application de dispositions de la présente loi aux instances dont est saisi un tribunal ou la Commission, dans lesquelles une demande qui a rapport avec des modifications à la présente loi apportées par la *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière* est faite, et qui ont été introduites avant la date d'entrée en vigueur de la modification.

Entrée en vigueur

33 (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) L'article 2, le paragraphe 3 (1), les articles 4, 7 à 14, 16 à 19, 22 et 23, le paragraphe 24 (1), les articles 25 et 28 et les paragraphes 30 (1), (2), (3) et (5) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

34 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2017 sur l'équité en location immobilière*.

Commentary
Governor.
subsections 2, subsection 3 (1), sections 4, 7 to 14, 16 to 19, 22 and 23, subsection 24 (1), sections 25 and 28 and
(2) Section 30 (1), (2), (3) and (5) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant
Governor.
Short title
34 The short title of this Act is the *Rental Fairness Act, 2017*.

33 (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.
(2) Section 2, subsection 3 (1), sections 4, 7 to 14, 16 to 19, 22 and 23, subsection 24 (1), sections 25 and 28 and
subsections 30 (1), (2), (3) and (5) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant
Governor.
34 The short title of this Act is the *Rental Fairness Act, 2017*.

application under this section if the application was made before the day subsection 22 (7) of the *Rental Framework Act*, 2017 comes into force.

Non-application

(7) Section 126 of the Act is amended by adding the following subsection:

(vi) all repairs, replacements and other work referred to in clause (12.1) (c) have been completed, if a finding was made under that clause.

(v) all items referred to in clause (12.1) (b) have been completed, if a finding was made under that clause, and

(iv) all items referred to in clause (12.1) (a) have been completed, if a finding was made under that clause,

(iii) all items referred to in clause (12.1) (i) for which the compliance period has expired and which relates to one or more elevators in the residential complex, or

(ii) the landlord has not completed specified repairs or replacements or other work ordered by the Board under

paragraph 4 of subsection 30 (1) for which the compliance period has expired and which relates to one or more elevators in the residential complex.

(b) the landlord or another person or entity, as applicable, has not completed items in orders made under the

section 21 of the *Technical Standards and Safety Act*, 2000 for which the compliance period has expired and

which relate to one or more elevators in the residential complex, or

(a) the landlord has not completed items in work orders for which the compliance period has expired and which

relate to one or more elevators in the residential complex, if the Board finds that,

(12.1) Subsection (13) applies to a rental unit in a residential complex if the Board finds that,

Application of subs. (13), non-completion of work relating to elevators

(5) Section 126 of the Act is amended by adding the following subsection:

(ii) has not completed specified repairs or replacements or other work ordered by the Board under paragraph

4 of subsection 30 (1) for which the compliance period has expired and which are found by the Board to

be related to a serious breach of the landlord's obligations under subsection 20 (1) or section 161, or

(iii) has not completed specified repairs or replacements or other work ordered by the Board under paragraph

4 of subsection 30 (1) for which the compliance period has expired and which are found by the Board to

be related to a serious breach of the landlord's obligations under subsection 20 (1) or section 161, or

(4) Subclause 126 (12) (a) (ii) of the Act is repealed and the following substituted:

3. Any specified repairs or replacements or other work ordered by the Board under paragraph 4 of subsection 30

(1) that relates to one or more elevators in the residential complex and that has not yet been completed,

regardless of whether or not the compliance period has expired.

2. The person or entity who was ordered to carry out the work and the time for compliance specified in the

order.

1. A description of the work that was ordered to be carried out.

(3.2) A summary referred to in subsection (3.1) shall include the following information:

Same

1. Any item in an order made under section 21 of the *Technical Standards and Safety Act*, 2000 that relates to

one or more elevators in the residential complex and that has not yet been completed, regardless of whether or

not the compliance period has expired and whether the order was made against the landlord or

another person or entity.

2. Any item in a work yet to be completed relating to elevators in the residential complex and that has not yet

been completed, regardless of whether or not the compliance period has expired.

(3.1) The landlord shall include with an application under this section a summary of each of the following:

Summary of work yet to be completed relating to elevators

(2) Section 126 of the Act is amended by adding the following subsections:

1. An extraordinary increase in the cost for municipal taxes and charges for the residential complex or any building in which the rental units are located.

22 (1) Paragraph 1 of subsection 126 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) For greater certainty, nothing in subsection (3) validates a notice of rent increase that did not comply with

section 16 at the time the notice was given.

22 (1) Paragraph 1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

B. a rent increase equal to the guideline increase.

A. the amount of rent that was charged to the tenant before the rent increase took effect, and

ii. The amount of the new rent shall not be the amount set out in the notice but shall be equal to the sum of,

i. The rent increase shall take effect on the date set out in the notice, subject to subparagraph ii.

3. If the notice of rent increase is given on or after April 20, 2017 and the rent increase takes effect on or after the exemption repeal date, the following rules apply:

exemption repeal date, the tenant may deduct the amount from a subsequent rent payment.

iii. If the landlord fails to refund the amount owing under subparagraph ii within 60 days after the

date.

ii. The amount of new rent paid before the exemption repeal date that is in excess of the amount that would have been paid if the rent increase had been equal to the guideline increase for the calendar year, together with any rent paid if the rent increase is given on or after April 20, 2017 and the rent increase takes effect on or after the exemption repeal date, the tenant by the landlord within 60 days after the exemption repeal date.

B. a rent increase equal to the guideline increase.

A. the amount of rent that was charged to the tenant before the rent increase took effect, and

i. The amount of new rent charged to the tenant for the rental unit after the exemption repeal date shall be decreased to an amount equal to the sum of,

2. If the notice of rent increase is given on or after April 20, 2017 and the new rent takes effect before the

exemption repeal date, then, despite the rent increase having taken effect, the following rules apply:

exemption repeal date, the notice of new rent charged to the tenant for the rental unit after the exemption repeal date shall be decreased to an amount equal to the sum of,

i. Despite the repeal of subsection 6 (2), as it read immediately before the exemption repeal date, by

exempt from the application of section 120 of this Act for the purpose of that rent increase.

ii. The amount of the new rent shall be the amount set out in the notice.

1. If the notice of rent increase is given before April 20, 2017, the following rules apply:

under the notice is more than the guideline:

(3) One of the following sets of rules applies where the landlord of a previously exempt rental unit has given the tenant notice of a rent increase before the exemption repeal date and the amount of the rent increase provided for

“previously exempt rental unit” means a rental unit described in subsection (1). (“Logement locatif antérieur,” “exempt from the notice is more than the guideline:

6 (2) of this Act) comes into force; (“date d’abrogation de l’exception”)

“exemption repeal date” means the date subsection 3 (2) of the *Rental Fairness Act*, 2017 (which repeals subsection

(2) In this section,

Definitions

(b) on and after the exemption repeal date, is not exempt from section 120 under any provision of this Act or

section read immediately before that date; and

(a) immediately before the exemption repeal date, was exempt from section 120 under subsection 6 (2), as that

under the regulations.

14. The Act is amended by adding the following subsection:

Compensation under s. 48(1), 52, 54 or 55

15 (1) Section 74 of the Act is amended by adding the following subsection:

Refusal to accept motion

(1) The Board shall refuse to accept for filing a motion under section (1), if the tenant has not complied with all the requirements of that subsection.

(2) The Board may make an order under subsection (1) on an application described in that subsection even if the application was made before the day section 14 of the *Rental Fairness Act*, 2017 comes into force.

16 (1) Section 74 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application of subs. (13)

(13) Section 74 (13) of the Act is amended by adding the following subsection:

(13) For greater certainty, subsection (13) applies only if the affidavit filed by the tenant in support of the motion under subsection (11) complies with all the requirements of that subsection.

(19) This section, as it reads immediately before the day the *Rental Fairness Act*, 2017 receives Royal Assent, continues to apply with respect to motions under subsection (11) that are received by the Board before that day.

16 (1) Subsection 78 (3) of the Act is amended, by adding “or compensation for the repair or replacement of damaged property” at the end of “rent” in paragraph 1; and

(b) by adding “or compensation for the repair or replacement of damaged property” after “arrears of

(2) Paragraph 1 of subsection 78 (4) of the Act is repealed and the following subsection is substituted:

(a) by adding “or compensation for the repair or replacement of damaged property” at the end of paragraph 2.

1. If the tenant to pay some or all of the arrears of rent arising after the date of the settlement of any additional arrears of rent to pay the landlord under the terms of the settlement.

2. If the settlement of order requires the tenant to pay all of the arrears of rent, the amount of any additional arrears of rent that arises after the date of the settlement of order.

3. Subparagraph 4 i of subsection 78 (4) of the Act is repealed and the following subsection is substituted:

4) Subsection 78 (4) of the Act is amended by adding the following paragraph:

1. the amount of compensation for damage payable to the landlord under the terms of the settlement.

2. If the settlement of order referred to in paragraph 2 of subsection (3) requires the tenant to pay some or all of the arrears of rent, the amount of arrears of rent that arose after the date of the settlement of order.

3. Paragraph 5 of subsection 78 (7) of the Act is amended by adding the following paragraph:

1. the amount of compensation for damage payable under the terms of the settlement of order.

2. If the settlement of order referred to in paragraph 2 of subsection (3) requires the tenant to pay some or all of the arrears of rent, the amount of arrears of rent that arose after the date of the settlement of order.

3. Paragraph 2 of subsection 78 (7) of the Act is repealed and the following subsection is substituted:

6. The amount and date of each payment made under the terms of the settlement of order and what the payment was for.

4) Subsection 78 (4) of the Act is amended by adding the following paragraph:

1. the amount of compensation for damage payable to the landlord under the terms of the settlement.

6. The amount and date of each payment made under the terms of the settlement of order and what the payment was for.

7) Section 78 of the Act is amended by adding the following subsection:

Cancelled by previous order referred to in paragraph 2 of subsection (3); and

(a) cancels a previous order referred to in paragraph 2 of subsection (3); and

(7.1) If the Board makes an order under subsection (6), the Board may,

73.1 (1) If the landlord compensated the tenant under section 48(1), 52, 54 or 55, as the case may be, in connection with a notice of termination under section 48 or 50 and the Board refuses to grant an application under section 69 for an order terminating the tenancy and evicting the tenant based on the notice, the Board may order that the tenant pay back the compensation to the landlord.

73.1 (1) If the landlord compensated the tenant under section 48(1), 52, 54 or 55, as the case may be, in connection with a notice of termination under section 48 or 50 and the Board refuses to grant an application under section 69 for an order terminating the tenancy and evicting the tenant based on the notice, the Board may order that the tenant pay back the compensation to the landlord.

(1.) The Board shall not make an order terminating a tenancy and evicting the tenant in an application under section 69 based on a notice of termination given under section 48 before the day section 13 of the *Rental Fairness Act*, 2017 comes into force, unless the landlord has filed with the Board an affidavit sworn by the person who personally certifies that the rental unit certifying that the person in good faith requires the rental unit for his or her own personal use.

Same

(b) a notice of termination under section 49, unless the landlord has filed with the Board an affidavit sworn by the person who personally certifies that the rental unit certifying that the person in good faith requires the rental unit for his or her own personal use for her own personal use.

(a) a notice of termination given under section 48 on or after the day section 13 of the *Rental Fairness Act*, 2017 comes into force, unless the landlord has filed with the Board an affidavit sworn by the person who personally certifies that the rental unit certifying that the person in good faith requires the rental unit for his or her own personal use for a period of at least one year, or

(1.) The Board shall not make an order terminating a tenancy and evicting the tenant in an application under section 69 based on,

Landlord or purchaser personally requires premises

13 Subsection 72 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

months after the notice mentioned in clause (a) was given to the tenant.

(2) Clause 68 (1) (b) of the Act is amended by striking out „within six months after the notice mentioned in clause (a) was given to the tenant” at the beginning and substituting „more than seven days but less than six

(a) a notice of termination was given to the tenant under section 62, 64 or 67; and

12 (1) Clause 68 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) An application may be made under subsection (1) regardless of whether the alleged failure to afford a right of first refusal comes into force.

Transitio

(2) No application may be made under subsection (1) more than one year after the former tenant vacated the rental unit.

Time limitatio

7.1. (1) The Board may make an order described in subsection 57 (3) if, on application by a former tenant of a rental unit, the Board determines that the landlord was required to afford the former tenant a right of first refusal under section 53 and failed to do so.

Former tenant's application, failure to afford tenant right of first refusal

11 The Act is amended by adding the following section:

(7) Subsections (5) and (6) apply with respect to an application under clause (1) (a) if the application is made on or after the day section 10 of the *Rental Fairness Act*, 2017 comes into force and is based on a notice of termination given under section 48 on or after that day.

(a) begins on the day the landlord gives the notice of termination under section 48; and
(b) ends one year after the former tenant vacates the rental unit.

(6) The period referred to in subsection (5) is the period that,

Same

(b) enters into a tenancy agreement in respect of the rental unit for a higher rent than was last charged to the former tenant.

(a) advertises the rental unit for a higher rent than was last charged to the former tenant; or

(5) For the purposes of an application under clause (1) (a), it is presumed, unless the contrary is proven on a balance of probabilities, that a landlord gave a notice of termination under section 48 in bad faith, if at any time during the period described in subsection (6) the landlord,

Presumption, notice under s. 48

10 Section 57 of the Act is amended by adding the following subsections:

Given by the landlord under section 48 or 50.

55.1 If the landlord is required to compensate a tenant under section 48(1), 52, 54 or 55, the landlord shall compensate the tenant no later than on the termination date specified in the notice of termination of the tenancy.

Compensation under ss. 48(1), 52, 54 or 55

9 The Act is amended by adding the following section:

48.1 A landlord shall compensate a tenant in an amount equal to one month's rent or offer the tenant another rental unit acceptable to the tenant if the landlord gives the tenant a notice of termination of the tenancy under section 48.

Compensation, notice under s. 48

8 The Act is amended by adding the following section:

(b) the landlord is an individual.

(a) the rental unit is owned in whole or in part by an individual; and

(5) This section does not authorize a landlord to give a notice of termination of a tenancy with respect to a rental unit unless,

11) For greater certainty, a tenancy agreement is not void, voidable or unenforceable solely by reason of not complying with subsection (1) or (2).

(10) The landlord may require the tenant to pay withheld rent payments under subsection (9) even if the tenant does not enter into the proposed tenancy agreement provided to the tenant by the landlord.

(9) The landlord may require the tenant to pay to the landlord any rent payment agreement no later than 30 days after the date of the first rent payment withheld under that subsection.

Same

(8) The tenant may not withhold rent payments under subsection (6) on or after the day the landlord complies with the demand.

(7) The maximum total amount of rent payments that a tenant may withhold under subsection (6) is an amount same

(6) If at least 21 days have elapsed since the day the tenant made the demand and the landlord has not completed with the demand, the tenant may, subject to subsections (7) and (8), withhold rent payments that become due after the expiry of that 21-day period.

Withholding of rent payments

- (a) comprises with subsection (1);
- (b) is for the occupancy of the same rental unit; and
- (c) is signed by the landlord.

Demand for proposed tenancy agreement that complies with subs. (1)

(5) The tenant of a rental unit who is a party to a tenancy agreement described in subsection (4) may, once during the tenancy, demand in writing that the landlord provide to the tenant, for the tenant's signature, a proposed tenancy agreement in writing that the landlord provided to the tenant, for the tenant's signature, a proposed tenancy agreement that complies with subs. (1).

Applicable to subs. (5) to (10) Subsections (5) to (10) apply with respect to a tenancy agreement referred to in subsection (1) that does not

(3) This section does not apply with respect to a tenancy agreement entered into in respect of a tenancy of a prescribed class referred to in subsection (1), if the tenancy agreement is entered into before the applicable prescribed date referred to in that subsection, and even if the tenancy agreement is renewed or deemed to be renewed under section 38 on or after that date.

(2) Every tenancy agreement referred to in subsection (1) shall be signed by the landlord and the tenant on or before the day the tenant is entitled to occupy the rental unit under the tenancy agreement.

2. The tenancy agreement shall comply with the requirements prescribed for that class of tenancies.

12.1. (1) Every tenancy agreement that is entered into in respect of a tenancy of a prescribed class on or after the date prescribed for that class of tenancies shall comply with the following requirements:

5 The Act is amended by adding the following section:

5 Tenancy agreement in respect of tenancy of a prescribed class

4 Subsection 7 (1) of the Act is amended by striking out "sections 51, 52" in the portion before paragraph 1 and substituting "sections 48, 51, 52".

(2) Subsection 6 (2) of the Act is repealed.

3 (1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out „sections 51, 52” in the portion before clause (a)

(6) For greater certainty, nothing in this section except living accommodation that is subject to a tenancy to which

this Act applies, unless the tenancy has first been terminated in accordance with this Act.

Existing tenancy

(5) Nothing in this section limits the availability of other exemptions under this Act.

No limitation

(b) meets such other requirements as may be prescribed.

(a) sets out the legal name and address of the administrator of the program; and

(4) Where the provider of the living accommodation and the administrator of the program under which the living accommodation is provided to the occupant are not the same person or entity, any information required by subparagraph 4 i, ii, iii, iv or v of subsection (3) may be set out in the agreement in respect of the occupant's participation in the program entered into between the occupant and the administrator of the program, if the agreement is publicable, with respect to readmission into the program.

v. the policy of the provider of the living accommodation or the administrator of the program, as applicable, with respect to securing alternate living accommodation for an occupant whose participation in the program or whose occupancy of the living accommodation is terminated, and

vi. the policy of the provider of the living accommodation or the administrator of the program, as applicable, with respect to the rules that apply to the occupant's participation in the program, other than the rules described in subparagraph 2 vi, than the rights and responsibilities described in subparagraph 2 iv,

vii. the amount of any charges to be paid by the occupant in conjunction with the program, other than the charges referred to in subparagraphs 2 vi and vii,

viii. the rules that apply to the occupant's participation in the program, other than the rules described in subparagraph 2 v, than the rights and responsibilities described in subparagraph 2 iv,

ix. the occupant's rights and responsibilities in respect of the occupant's participation in the program, other than the rights and responsibilities in respect of the living accommodation, and

x. unless the information is set out in a separate agreement under subsection (4), the agreement must set out the following information in respect of the program under which the living accommodation is provided to the occupant:

ii. provide for the involvement of an individual not otherwise involved in the dispute, to assist the parties in resolving the dispute, and

iii. include a reasonable method by which either party may initiate the process,

iv. the amount of any other charges to be paid by the occupant in conjunction with the living accommodation, and

v. the rules that apply to the occupant's occupancy of the living accommodation, and

vi. the occupant's rights and responsibilities in respect of the occupant's occupancy of the living accommodation, and

vii. the maximum period of the occupant's occupancy of the living accommodation,

An Act to amend the Residential Tenancies Act, 2006

Program requirements

3.1. (1) This Act does not apply with respect to living accommodation provided to a person as part of a program described in subsection (2) if the person and the provider of the living accommodation have entered into a written agreement that complies with subsection (3).

Other examples from A

1 Subsection 4 (1) of the Residential Tenancies Act, 2006 is amended by striking out “Subject to section 194” at the beginning and substituting “Subject to subsection 12.1 (1) and section 194”.
2 The Act is amended by adding the following section:

All Acte te amenda die Residenzial Tenures Act, 2008

A Act is said to be **Passidential** Transactions Act 2006

Bill 124

Transition regulations

New section 241.2 gives the Lieutenant Governor in Council the power to make transition regulations in connection with amendments to the Act made by the Bill.

Clause 234 (1) is amended to make it an offence for a person to charge or collect amounts from a former tenant in contravention of section 134.

former tenant of a rental unit any amount of money purporting to be rent in respect of any period after the tenancy has terminated and the tenant has vacated the unit.

respect of the unit. Clause 134 (1) is amended to also apply with respect to former tenants.

Current clause 134 (1) (a) prohibits landlords from collecting a fee, premium, commission, bonus, penalty, key deposit or other like amount of money in prospectus of a tenant at a rental unit to require or collect from a tenant a fee, premium, commission, bonus, penalty, key deposit or other like amount of money in

Additional charges prohibited

Board, that are yet to be completed and that relate to one or more elevators in the residential complex, even if the compliance period has not yet expired. New subsection 126(3.2) sets out the information to be included in the summary.

Subsection 126 (3.1) is added to require a landlord to include with an application under section 126 a summary of items in work orders or orders issued under section 21 of the above-noted Act or repairs, replacements or other work ordered by the tenant.

the Technical Standards and Safety Act, 2000 or specified repairs or replacements or other work ordered by the Board, which relate to one or more elevators in the residential complex.

Subsection 126 (121) is added to provide that subsection 126 (13) also applies to a rental unit if the Board finds that the landlord has not completed, within the compliance period, items in work orders, or items made under section 21 of

the aim of providing in the order of preference term insurance to avoid-over-indebtedness until the Board is satisfied, on a motion made by the Board under subsection 126(12), which resulted in the application of subsection 126(13), have been addressed.

in the regulations; certain legislative powers are added to section 2(1).

complex or one or more of the rental units in it. Subsection 126 (7), which lists the requirements a capital expenditure must meet to be eligible capital expenditure, is amended to make the subsection subject to such exceptions as may be provided in the regulations. Related legislation-making powers are added to section 241.

Under paragraph 2 of subsection 126 (1), a landlord may apply to the Board for an order permitting an above-guideline rent increase for rental units in a residential complex due to eligible capital expenditures incurred respecifying the residential rent.

taxes and charges or utilities or both for the residential complex. Paragraph 1 of subsection 126 (1) is re-enacted to no longer allow applications based on an extraordinary increase in the cost for utilities.

Applications for above-guideline rent increase

settlement requires the tenant to pay such compensation.

Subsection 78(3) is amended to also permit an order for payment if, in the previous application, the landlord had applied for years of rent and the previous order or settlement requires the tenant to pay rent or some or all of the arrears of rent.

Applications based on previous order or settlement

Applications based on previous order or settlement

payment and files the required affidavit. Subsection 74 (11.1) is added to provide that the Board shall refuse to accept the motion for filing, if the tenant has not complied with all the requirements of subsection 74 (11).

the chairman under subsection (4) is recalled by the Board, subsection (4) is breached in order to provide the chairman with an order to stay advised when the motion is accepted for filing by the Board. Under subsection 74 (1), a tenant may make a motion to set aside an eviction order if, after the order becomes enforceable but before it is executed, the tenant makes the required

¹³¹ See *et al. v. Karpov*, *1994 FC 1320*, at para 14 (cited in *supra* note 129).

Stay of eviction order under subsection 74 (13)

amended and paragraph 11 of subsection 94.2 (1) is re-enacted to require only that 7 days have passed since the initial notice was given.

subsequent continuation. Current paragraph 11 of subsection 94.2 (1) provides a similar rule with respect to a non-profit housing co-operative's initial and subsequent notice to terminate a member's occupancy of a member unit. Section 68 is

(1) *Each member nation under section 11 of paragraph 89 will now be*

redundancies of sections 27, 28 and 29 is guilty of an offence. Clause 223 (1) is amended so that it also applies to recovering

Currently, under subsection 133 (1), a tenant or former tenant may apply to the Board for an order that the landlord pay to the tenant any money collected or retained in contravention of the Act. New subsection 133 (1.1) provides that a landlord is deemed to have retained money in contravention of the Act if the landlord is required to compensate a tenant under section 48.1, 52, 54 or 55 and fails to do so.

Chairman, under subsection 83 (4), the Board shall not issue an order in connection with the purposes of demolition, conversion to non-residential rental use, renovations or repairs until the tenant as required under section 48.1.

New section 3.1 provides that when the Landlord and Tenant Board refuses to grant an application under section 69 for an order terminating the tenancy and evicting the tenant based on a termination notice under section 48 or 50 (for the purposes of residential occupation, demolition, conversion to non-residential rental use, renovations or repairs), the Board may order that the tenant pay back to the landlord compensation received under section 48.1, 52, 54 or 55 in connection with the notice.

Compensation under section 48.1, 52, 54 or 55

Currently, subsection 48 (1) allows a landlord to give a termination notice if the landlord requires possession of the rental unit for the purpose of residential occupation by the landlord, a member of the landlord's family or other specified persons. Under subsection 48 (1), as amended, the landlord must require a tenancy possession for the purpose of residential occupation for at least one year. Under new section 48.1, a landlord who gives a termination notice under section 48 is required to compensate the tenant in an amount equal to one month's rent or to offer the tenant another unit acceptable to the tenant.

Notice of termination by Landlord under section 48

Section 47.0.1 is added to allow a tenant to terminate a tenancy or a tenancy for a fixed term before the end of the year or term by giving at least 60 days notice effective on the last day of a rental period. A tenant may give the notice if the tenant has made a demand for a proposed tenancy agreement and the landlord does not comply within 21 days or if the tenant enters into the proposed agreement and gives the notice no later than 30 days after it was provided by the landlord.

Subsections 12.1 (5) to (10) set out rules that apply when the agreement is not in the prescribed form or does not comply with the prescribed requirements. The tenant may demand that the landlord provide for the tenant's signature a proposed tenancy agreement that is in the prescribed form and complies with the prescribed requirements. If the landlord does not comply with the prescribed requirements, the tenant may demand that the landlord complies with the prescribed form for the tenancy agreement. The tenant may demand that the landlord complies with the demand within 21 days of the demand, the tenant may withhold rent payments that become due after the expiry of that period, subject to the following: in total, the tenant may not withhold more than an amount equal to one month's rent and may no longer withhold rent payments once the landlord complies with the demand. The landlord may require the tenant to pay rent payments within 30 days after the first rent payment was withheld, provided that the landlord complies with the demand within 30 days of the demand.

New section 12.1 provides that every tenancy agreement entered into in respect of a tenancy of a prescribed class on or after the date prescribed for that class shall be in the form prescribed and comply with the requirements prescribed for that class. Related regulation-making powers are given to the Minister of Housing under new section 241.1.

Prescribed form of tenancy agreement

A new section 120.1 is enacted. It sets out transitional rules relating to notices of rent increases that are given by landlords before the day subsection 6(2) of the Act is repealed in respect of rental units that, as of that day, are no longer exempt from the rent control rules.

The Bill repeals subsection 6 (2) of the Act. Currently, subsection 6 (2) exempts certain rental units from various rules relating to rent (including rules relating to the rent increase guideline). There are three categories of rental units that are exempt: a unit that was not occupied for any purpose before June 17, 1998; a unit that has not been previously rented since July 29, 1975; and a unit in a building, mobile home park or land lease community no part of which was occupied for residential purposes before November 1, 1991.

Reent control rules

new exemption from Act Under section 3.1

The Bill amends the *Residential Tenancies Act*, 2006. The principal amendments to the Act are described below.

EXPLANATORY NOTE



Royal Assent
3rd Reading
2nd Reading
1st Reading April 24, 2017

Government Bill

Minister of Housing
The Hon. C. Ballard

An Act to amend the Residential Tenancies Act, 2006

Bill 124

66 ELIZABETH II, 2017
2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO

Legislative Assembly of Ontario
Assembly of Ontario
Legislative Assembly
de l'Ontario
Assemblée législative
de l'Ontario



CR 2016
X8
856